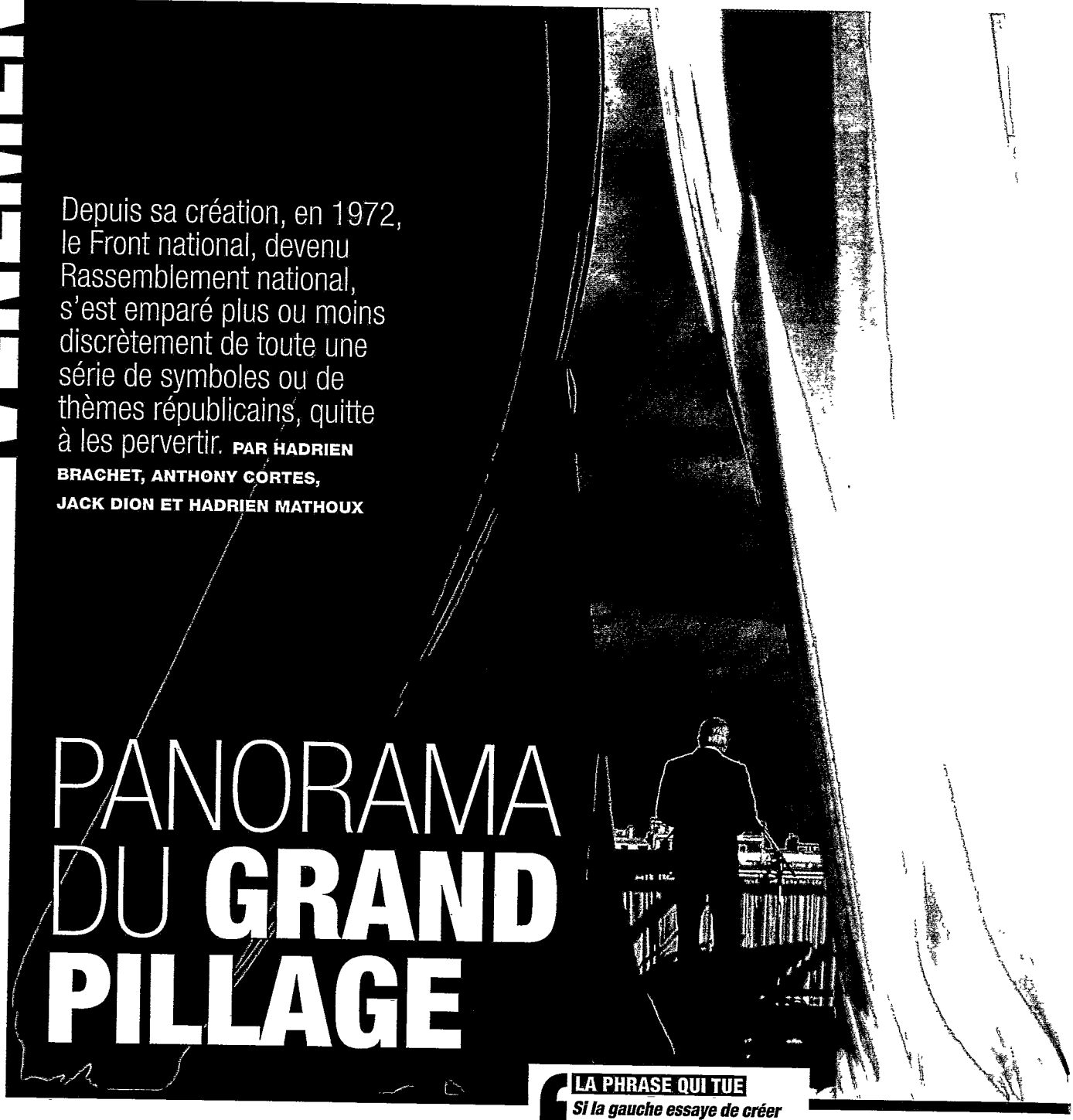


Depuis sa création, en 1972, le Front national, devenu Rassemblement national, s'est emparé plus ou moins discrètement de toute une série de symboles ou de thèmes républicains, quitte à les pervertir. **PAR HADRIEN BRACHET, ANTHONY CORTES, JACK DION ET HADRIEN MATHOUX**

PANORAMA DU **GRAND PILLAGE**

LA PHRASE QUI TUE

Si la gauche essaye de créer l'espoir sur le drapeau bleu, blanc, rouge, alors que les questions sociales sont là, je pense qu'elle va perdre les élections.

OLIVIER BESANCENOT, mars 2007.

LE **DRAPEAU** RAMASSÉ

DATE DE L'OPA : 1972.

En 1968, le Parti communiste loue encore le *« drapeau tricolore de la grande Révolution française »*. Mais la gauche ne va pas tarder à abandonner l'étendard bleu, blanc, rouge : depuis la boucherie de 1914, le patriotisme a mauvaise presse. L'utilisation de la bannière par Vichy et l'OAS n'arrangera rien. Mais, dès sa création, en 1972, le Front national emporte définitivement la mise en s'appropriant virulemment le drapeau français : il est déployé dans les meetings par ses militants pour servir de panier à collecte, sert de point de ralliement des *« fêtes des bleu-blanc-rouge »*, et l'oriflamme tricolore est choisie comme logo par le parti d'extrême droite. Le mal est fait : symbole de progrès et de liberté, le drapeau national devient dans l'inconscient collectif la personnification d'un nationalisme agressif et xénophobe.

Et dire que, en 1873, la droite, représentée par le comte de Chambord, honnissait le drapeau révolutionnaire et voulait le remplacer par l'étendard blanc de la monarchie… Depuis les attentats de 2015, toutefois, les trois couleurs fédèrent à nouveau sans inspirer la suspicion. Jean-Luc Mélenchon les a même mises à l'honneur massivement lors de sa dernière campagne présidentielle. ■ H.M.



RÉCUPÉRATION
Dès sa naissance, le parti lepéniste s'est approprié le drapeau français. Tant et si bien que, dans l'inconscient collectif, l'étendard bleu, blanc, rouge a fini par symboliser un nationalisme xénophobe. Il faudra attendre les attentats de 2015 pour que les Français s'en ressaisissent.

LA **NATION** CAPTÉE

DATE DE L'OPA : 1972.

« *Il faut donner à la jeunesse quelque chose à aimer, et ce quelque chose, c'est la France.* » Ces mots n'émanent pas d'un sulfureux idéologue xénophobe, mais de la philosophe marxiste Simone Weil, qui les écrit en 1943. On le sait, c'est la gauche qui a inventé la nation en 1789 ; on sait aussi la gangrène qu'est le nationalisme, et les conséquences dramatiques de son exacerbation. Mais, en France plus qu'ailleurs, la nation pourrait être une cause à défendre dans un dessein émancipateur : civique et non ethnique, elle a servi de socle à un projet de libération du peuple plutôt que de destruction des autres. Pourtant, dès les années 1970, la gauche pétrie d'internationalisme et la droite lassée du gaullisme délaissent l'idée nationale. Elles rêvent d'Europe, ressentent un malaise face aux vociférations cocardières, iront même jusqu'à stigmatiser la figure du « *beauf* » chauvin, obtus et attaché à son pays. En diabolisant à ce point l'amour de la France, de son histoire et de ses valeurs, on a laissé un boulevard à l'extrême droite de Jean-Marie Le Pen. Depuis sa naissance, le Front national occupe presque seul le créneau du patriotisme en le remplissant d'une vision essentialiste et identitaire bien éloignée des idéaux de 1789. ■ H.M.

LA PHRASE QUI TUE

Bien sûr, tout ce qui est terroir, béret, bourrées, binious, bref, "franchouillard" ou cocardier, nous est étranger, voire odieux.

GEORGES-MARC BENAMOU, PIERRE BERGÉ, BERNARD-HENRI LÉVY, novembre 1985.

L'**ÉCOLE PUBLIQUE** CONVOITÉE

DATE DE L'OPA : 2011.

Pendant longtemps, l'Éducation nationale a fait figure de repoussoir pour le Front national. Il faut dire que « *l'école* » représentait, pour reprendre les mots de Jacques Julliard*, le « *surmoi* » de la République et du socialisme démocratique, « *la garante du pacte que la République avait passé avec le peuple et qui constituait la définition même de l'idéal de gauche : l'identification du progrès et de la justice* ». Jean-Marie Le Pen voulait, lui, « *séparer l'école de l'État* » et défendait le « chèque éducation » qui, derrière le prétexte de la liberté laissée aux parents de choisir l'établissement de leurs enfants, cachait mal son mépris envers l'école publique. Un tournant s'opère en 2011. Aux oubliettes les déclarations provocatrices de son père sur les professeurs, voici Marine Le Pen qui joue la grande réconciliation : « *Longtemps, nous avons commis l'erreur de penser que vous étiez complices ou passifs face à la destruction de l'école. Pour l'immense majorité d'entre vous, c'était une erreur, et cette époque est révolue.* » Récupérant au passage le vocable IIIe République : « *Les enseignants devront être les hussards noirs de notre République française du XXIe siècle.* » En 2017, la candidate se paie même le luxe de citer dans son projet Jean Zay, ministre de l'Éducation du Front populaire : « *Faire de l'école un "asile inviolable" où les querelles des hommes n'entrent pas.* » Alors qu'une partie de la gauche, sous le couvert de l'égalité, a délaissé, réforme après réforme, les idéaux de transmission, d'exigence et d'excellence académique, vecteurs d'émancipation, Marine Le Pen a senti le filon à exploiter. De même qu'en matière de laïcité, elle qui, en 2004, pourfendait allègrement la loi sur les signes religieux. En délaissant le vocabulaire de l'école républicaine, la gauche l'a offert sur un plateau au RN. ■ H.B.

LA PHRASE QUI TUE

Je veux instiller l'esprit d'entreprise dans le système éducatif.

CLAUDE ALLÈGRE, 1998.

* *L'Esprit du peuple. La gauche en 2017 : requiem ou renouveau ?*, de Jacques Julliard, Robert Laffont, 2017.

LE BESOIN DE **SÉCURITÉ** EXPLOITÉ

DATE DE L'OPA : DÉCENNIE 1980.

Rentrer chez soi sereinement après une journée de travail, ne pas craindre que ses enfants soient victimes de violences, ne pas subir de vol ou de cambriolage : ces exigences simples sont-elles l'apanage des esprits les plus réactionnaires ? À l'évidence non. À en croire les études d'opinion, elles font même partie des principales préoccupations des Français, et notamment, de ceux des classes populaires, en première ligne face à une violence qui, selon beaucoup, est à la hausse. Face à ce constat, les belles âmes préfèrent détourner le regard. Quand elles ne dégainent pas les quolibets : on évoque un *« sentiment d'insécurité »*, qui serait démenti par les statistiques, qu'on triture dans tous les sens pour leur faire dire ce qu'on veut. On moque le ressenti des citoyens, forcément en décalage avec la réalité, forcément paranoïaques et irrationnels. Pour les plus déconnectés de ces idéologues, évoquer le thème de l'insécurité, ce serait même ouvrir un dangereux chemin vers l'autoritarisme et l'État policier. Pendant ce temps, le Front national prospère sur le déni et l'aveuglement, prêt à toutes les outrances démagogiques pour tenter de convaincre des millions de Français qui aspirent simplement à une vie paisible. ■ H.M.

LA PHRASE QUI TUE

La première sécurité, c'est la liberté.

PIERRE BÉRÉGOVOY, mars 1981.

LE **PROTECTIONNISME** PRÉEMPTÉ

DATE DE L'OPA : 2011.

Jusqu'à la fin des années 1980, le positionnement économique du Front national était un décalque du reaganisme pur et dur. On fustigeait l'interventionnisme de l'État, on vantait le libre-échange, on dénigrait le poids de l'impôt. Le ton a commencé à changer avec l'arrivée aux commandes de Marine Le Pen, à la succession de son père. L'héritière amenait avec elle Florian Philippot, lequel avait fait ses armes idéologiques chez Jean-Pierre Chevènement. Le FN se mit alors à parler de *« patriotisme économique »* et de *« protectionnisme intelligent »*, dénonçant la *« concurrence déloyale »* et (re)lançant le slogan : « Achetons français ! » Il fut un temps où le PCF était plus conséquent en proposant également de *« produire français »*, mais la formule, inaugurée par Georges Marchais en 1981, n'allait guère déclencher d'enthousiasme chez les communistes, pas plus que les dénonciations de l'immigration dérégulée par ce même Georges Marchais. Certains crurent pouvoir y lire un tournant nationaliste, voire xénophobe. Pour les mêmes raisons, les différentes forces de gauche prirent la question du protectionnisme avec des pincettes, quand ils ne la condamnèrent pas, laissant ainsi le terrain à d'autres. ■ J.D.W

LA PHRASE QUI TUE

Le protectionnisme est la pire des réponses.

FRANÇOIS HOLLANDE, 22 janvier 2017.



REVIREMENT La laïcité, longtemps honnie au RN, est devenue un cheval de bataille du parti. Ci-dessus, Marine Le Pen en meeting à Strasbourg, en février 2012.

François Lafite / Wostok Press / MaxPPP

LA **LAÏCITÉ** KIDNAPPÉE

DATE DE L'OPA : 2011.

Triste chassé-croisé idéologique. Alors qu'une partie de la gauche a abandonné dans les grandes largeurs tout discours sur la laïcité, le Rassemblement national en a fait un cheval de bataille. Les deux trajectoires ont pour origine la montée de l'islamisme en France. Traditionnellement adversaire de l'influence du catholicisme, la gauche s'est trouvée désemparée face à ce cléricalisme d'un nouveau genre, porté par des populations appartenant aux classes défavorisées et victimes de discriminations racistes. Ajoutons à ce cocktail une pincée de mauvaise conscience postcoloniale, et l'on obtient le renoncement à se dresser avec fermeté pour défendre la laïcité : ses partisans à gauche doivent désormais accepter d'être en permanence traités de racistes. De son côté, le FN s'est historiquement présenté comme un ennemi des laïques : en 2004, il a été l'un des rares partis à se positionner contre la loi interdisant le port des signes religieux à l'école. Mais Marine Le Pen, experte en triangulation, a repris la laïcité à son compte, tout en la transformant en une arme dirigée contre les musulmans. Le RN place ainsi des crèches de Noël dans ses mairies et observe avec bienveillance l'enseignement privé hors contrat, tout en souhaitant interdire tout signe religieux dans l'espace public. ■ H.M.

LA PHRASE QUI TUE

La "laïcité" est pour certains politiques devenue un instrument d'agression des minorités.

FRANÇOIS DURPAIRE (HISTORIEN) ET BÉATRICE MABILON-BONFILS (SOCIOLOGUE), janvier 2016.

LE **SOUVERAINISME** RÉCUPÉRÉ

DATE DE L'OPA : 2011.

À l'origine, il y a une aspiration simple, qui n'est en réalité que l'autre nom de la démocratie : le désir naturel des Français de vouloir décider eux-mêmes de leur destin, plutôt que confier cette responsabilité à des technocrates non élus appliquant une idéologie néolibérale destructrice. La cause de l'indépendance de la nation et de la souveraineté du peuple, certes portée par le général de Gaulle, a également été défendue à gauche : que l'on pense aux communistes ou aux chevènementistes. Mais ces deux courants furent bien seuls à lutter contre les abandons de souveraineté décidés au fil des années 1980, à gauche par les sociaux-démocrates, à droite par les néolibéraux.

Le rapport du RN au souverainisme est marqué du sceau de l'opportunisme : en 1988, Jean-Marie Le Pen réclame encore la « *construction d'une Europe politique, économique et militaire* ». Ce n'est qu'avec l'accession de Marine Le Pen à la tête du parti, en 2011, que le frontisme se positionnera en opposition brutale avec l'UE, entraînant mécaniquement la naissance d'attaques systématiques et absurdes envers les eurocritiques, accusés de collusion avec l'extrême droite. Le comble est que le RN a largement abandonné ses ambitions souverainistes depuis 2017, préférant réorienter son discours vers des thèmes identitaires… ■ H.M.

LA PHRASE QUI TUE

Ceux qui font l'apologie du souverainisme parlent en fait souvent, à mots couverts, en premier lieu, d'un refus des migrants et, plus largement, d'un refus des musulmans.

JACQUES ATTALI, octobre 2019.



OPPORTUNISME Jusqu'en 2011, le FN n'était pas souverainiste. A suivi une courte période anti-UE, avant un énième changement de discours…



PIROUETTE L'écologie a désormais bonne presse au RN. Notamment avec Andréa Kotarac et Hervé Juvin, fervents défenseurs du localisme.

LE **LOCALISME** GRIGNOTÉ

DATE DE L'OPA : MAI 2019.

Qu'est-ce que le localisme, au-delà d'un ignoble épouvantail qui sonne pour certains comme l'annonce d'un repli sur soi nauséabond ? C'est le refus des échanges internationaux dérégulés, de la déconnexion entre lieu de production et lieu de consommation, par la promotion du circuit court. Quel meilleur outil pour penser le « monde d'après » le Covid tout en prenant la direction d'une souveraineté alimentaire par la promotion de nos atouts locaux ? Le localisme n'a pas vraiment d'étiquette. La preuve, si cette idée a d'abord été portée par la mouvance anarchiste, notamment par le théoricien autrichien Leopold Kohr au XXe siècle, elle a ensuite émergé en France il y a une cinquantaine d'années par certaines figures de la « nouvelle droite », Alain de Benoist en tête, avant de séduire récemment une partie des Verts lors des dernières élections municipales, bien que le mot ne soit jamais prononcé, ses candidats préférant parler d'« *économie de proximité* ». La seule formation à assumer le terme comme les idées qu'il induit aujourd'hui ? Le Rassemblement national. Le concept avait été mis en avant dès les européennes de 2019. En mars, Hervé Juvin (député européen RN et tête de liste en Pays de la Loire) et Andréa Kotarac (tête de liste du RN en Auvergne-Rhône-Alpes, ex-militant de La France insoumise) ont même créé le Parti localiste. Tant pis si, en 2007, le fondateur du Front national, Jean-Marie Le Pen, voyait dans l'écologie une « *religion de bobos gogos* ». ■ A.C.

LA PHRASE QUI TUE

Le localisme, c'est l'autarcie, le repli sur soi, la fermeture… La xénophobie n'est jamais très loin de tout ça.

ÉRIC DUPOND-MORETTI, mars 2021.

Alfred / Sipa - Alain Robert / Sipa